Scrutin de 2015 au Burundi : un parcours semé d'embûches

IRIN, 5 novembre 2012 Â BUJUMBURA - Le 30 octobre, les donateurs internationaux ont promis plus de 2 milliards de dollars pour soutenir le dÃ©veloppement du Burundi. Ils ont semblÃ©, par cette promesse, reconnaÃ®tre formellement les progrÃ¨s rÃ©alisÃ©s par ce pays dâ€™Afrique centrale dans la voie de la paix et de la dÃ©mocratie. Cependant, les souvenirs d la guerre civile de 1993-2005, qui a fait plus de 200 000 victimes, sont encore frais dans les mÃ©moires. Les analystes, les experts des droits de lâ€™homme et les membres de la sociÃ©tÃ© civile et des partis politiques dâ€™opposition, sâ€™ils s sur le fait que des progrÃ¨s significatifs ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s, sâ€™inquiÃ¨tent toutefois des divers problÃ¨mes de sÃ©curitÃ© gouvernance qui pourraient les faire dÃ©railler Ã lâ€™approche des Ã©lections de 2015.

Depuis la fin de la guerre civile, il y a huit ans, le Burundi a organisÃ© deux Ã©lections multipartites, vu des groupes rebelles se transformer en partis politiques et assistÃ© Ã lâ€™Ã©mergence dâ€™une sociÃ©tÃ© civile dynamique et dâ€™une presse libre. Les Ã©coles et les cliniques de santÃ© sont ouvertes et les fonctionnaires perÃ§oivent leur salaire. Â« La normalisation de la vie politique dans ce pays a constituÃ© un remarquable accomplissement Â», a dit Rosine Sori-Coulibaly, Coordinatrice rÃ©sidente des Nations Unies et ReprÃ©sentante spÃ©ciale adjointe du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Uni au Burundi, dans une dÃ©claration portant sur les promesses des participants Ã la confÃ©rence des donateurs qui sâ€™est tenue Ã GenÃ¨ve. Â« Le Burundi est Ã prÃ©sent sorti de la pÃ©riode post-conflit et sâ€™engage vÃ©ritablement sur la voie du dÃ©veloppement Â», a dit le prÃ©sident du pays, Pierre Nkurunziza, Ã lâ€™occasion de la confÃ©rence. Le son de cloche sem pourtant diffÃ©rent dans la capitale, Bujumbura. ExÃ©cutions extrajudiciaires La principale prÃ©occupation, qui est ouvertement partagÃ©e par les partenaires internationaux du Burundi, concerne les multiples rumeurs selon lesquelles des Ã©lÃ©ments des forces de sÃ©curitÃ© procÃ©deraient Ã des assassinats ciblÃ©s dâ€™individus en raison de leur affiliati des partis dâ€™opposition, en particulier les Forces nationales de libÃ©ration (FNL). Le gouvernement a catÃ©goriquement niÃ ces informations. Â« En 2011, il y a eu 78 exÃ©cutions extrajudiciaires Â», a dit Ã IRIN Pierre-Claver Mbonimpa, prÃ©sident de lâ€™Association pour la protection des droits de lâ€™homme et des prisonniers (APRODH). Â« Jusquâ€™Ã prÃ©sent, en 2 avons comptÃ© 15 exÃ©cutions extrajudiciaires. Ce nâ€™est pas parce que vous tuez moins de gens par rapport Ã lâ€™annÃ prÃ©cÃ©dente que les choses sâ€™amÃ©liorent. Pour nous, il faut zÃ©ro Â», a-t-il dit. Â« Comment une dÃ©mocratie peut-elle fonctionner lorsquâ€™on peut tuer quelquâ€™un pour ses idÃ©es ? Â» sâ€™est interrogÃ© Pacifique Nininahazwe, prÃ©siden pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile, une coalition de 146 organisations. Dans un rapport publiÃ© en mai, Human Rights Watch (HRW) a notÃ© que des groupes dâ€™opposition armÃ©s avaient Ã©galement commis des meurtres, souvent so Â« la forme dâ€™attaques de reprÃ©sailles menÃ©es par des membres du CNDD-FDD [le Conseil national pour la dÃ©fense d dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie, le parti au pouvoir] et des FNL Â». Ã€ lâ€™approche de la confÃ©re GenÃ¨ve, HRW a appelÃ© les bailleurs de fonds Ã Â« exhorter le gouvernement burundais Ã mettre fin Ã lâ€™impunitÃ© en sâ€™assurant que les auteurs des assassinats politiques et des autres exactions sont identifiÃ©s et poursuivis en justice Â». Â« Le gouvernement burundais a promis Ã plusieurs reprises de mettre fin aux violations des droits de lâ€™homme, mais il y a un fossÃ© entre la rhÃ©torique et la rÃ©alitÃ© Â», a dit Daniel Bekele, directeur de la division Afrique de HRW. Pour M. Mbonimpa, lâ€™activiste des droits de lâ€™homme, les assassinats ciblÃ©s sont symptomatiques dâ€™un problÃ¨me beaucou large. Â« Je crois que tous les problÃ¨mes auxquels le Burundi a Ã©tÃ© confrontÃ© au fil des ans sont liÃ©s au systÃ¨me de justice. Les juges ne sont pas lÃ pour faire respecter la loi ; ces temps-ci, ils sont plutÃ´t lÃ pour exÃ©cuter les ordres de leurs supÃ©rieurs du pouvoir exÃ©cutif. Alors que notre constitution prÃ©voit la sÃ©paration des pouvoirs exÃ©cutif, lÃ©gislatif judiciaire, le judiciaire a Ã©tÃ© incorporÃ© Ã lâ€™exÃ©cutifâ€¦ Un juge devrait Ãªtre au-dessus de la police, mais câ€™est dÃ police qui donne des ordres aux juges. RÃ©sultat : câ€™est le rÃ¨gne de lâ€™impunitÃ© Â», a-t-il dit. Militarisation de la ligue d jeunes du CNDD-FDD Selon plusieurs sources, cette impunitÃ© sâ€™Ã©tend aux jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure (Â« ceux qui voient loin Â», en kirundi), qui ont Ã©tÃ© impliquÃ©s dans des attaques et des actes dâ€™intimidation Ã lâ€™enc partisans des partis dâ€™opposition. Ils ont Ã©galement Ã©tÃ© accusÃ©s dâ€™Ãªtre un prolongement inconstitutionnel des fo sÃ©curitÃ© de lâ€™Ã‰tat. Â« Nous avons entendu dire quâ€™ils circulent avec leurs armes Ã la campagne. Et sâ€™ils se fo pas de suivi devant les tribunaux Â», a dit M. Nininahazwe. Il a ajoutÃ© que les Imbonerakure avaient dÃ©filÃ© en uniforme en prÃ©sence du ministre de lâ€™IntÃ©rieur Ã lâ€™occasion dâ€™un rassemblement tÃ©lÃ©visÃ© organisÃ© en septembre dan Cibitoke par le parti au pouvoir. Â« Câ€™est grave, parce que ce sont des anciens rebelles dÃ©mobilisÃ©s qui retournent Ã un forme de vie militaire Â», a-t-il dit. Selon M. Mbonimpa, les Imbonerakure risquent, en Â« terrorisant les partisans des partis dâ€™opposition Â» de provoquer une mobilisation semblable chez les jeunes appartenant Ã ces partis. Â« Et Ã ce moment-lÃ , ils se battrontâ€¦ Câ€™est comme Ã§a que Ã§a a commencÃ© en 1993. Â» LÃ©once Ngendakumana, prÃ©sident lâ€™Alliance des dÃ©mocrates pour le changement (ADC-Ikibiri), une coalition de 10 partis dâ€™opposition, a fait Ã©cho Ã ce craintes. Â« Il faut savoir que nous avons, dans nos rangs, des jeunes hommes et des jeunes femmes qui ont Ã©tÃ© formÃ©s par des groupes politiques armÃ©s et qui savent manier les armes Â», a-t-il dit. Â« Si nous voulions rÃ©agir de cette faÃ§on, nous pourrions le faire. Mais ce nâ€™est pas ce que nous souhaitons. Â» M. Ngendakumana a Ã©galement accusÃ© les Imbonerakure de Â« se rendre dans des endroits publics comme les marchÃ©s, les Ã©coles et les Ã©glises pour dire aux jeunes hommes et aux jeunes femmes qui sâ€™y trouvent â€˜vous devez adhÃ©rer au CNDD-FDDâ€™ et leur ordonner dâ€™ des pseudo-rÃ©unions de bienvenue pour les nouveaux membres Â». Â« Nous rejetons ce dÃ©sir de retour au rÃ©gime de parti unique. Nous avons adoptÃ© un systÃ¨me dÃ©mocratique multipartite basÃ© sur plusieurs partis politiques. Nous voulons conserver ce systÃ¨me. Â» La militarisation de la ligue des jeunes du parti prÃ©sidentiel Â« empoisonne le climat, car ces jeunes, qui sÃ¨ment la terreur, bÃ©nÃ©ficient du soutien du gouvernement, du parti au pouvoir et de la police Â», a-t-il dit. Le prÃ©sident des Imbonerakure Denis Karera a rejetÃ© ces allÃ©gations en les qualifiant de Â« propos erronÃ©s et provocateurs relayÃ©s par des individus motivÃ©s par leurs propres intÃ©rÃªts et qui cherchent Ã dÃ©sorienter la population Â Â« Peut-Ãªtre ont-ils peur des Ã©lections de 2015 parce quâ€™ils [les partis dâ€™opposition] nâ€™ont pas de membres Â», a- InterrogÃ© au sujet de lâ€™implication du groupe dans des affaires qui sont gÃ©nÃ©ralement du ressort de la police, M. Karera dit : Â« Nous sommes les premiers Ã nous engager en faveur de la paix et de la sÃ©curitÃ© [en travaillant en collaboration

avec] les forces de sÃ©curitÃ©, les tribunaux, le peuple et lâ€™administration. Â» Â« Le rÃ´le des Imbonerakure est le mÃªme c celui de tous les autres Burundais. Tous les Burundais doivent contribuer au maintien de la paix Â», a-t-il dit Ã IRIN. Â« Par exemple, si vous voyez un voleur dans la maison de votre voisin, allez-vous le laisser sâ€™Ã©chapper ? Non ! Le moins que vous puissiez faire est de le dÃ©noncer ou dâ€™appeler la police pour arrÃªter ce criminel, ce voleur. Câ€™est ce que nous fai comme tous les Burundais Â», a-t-il ajoutÃ©. Â« Mais nous ne punissons pas et nous nâ€™appliquons pas la justice. Nous sommes contre Ã§a Â», a-t-il conclu. M. Karera a Ã©galement niÃ© que de nouveaux membres du CNDD-FDD aient Ã©tÃ© contraints dâ€™adhÃ©rer au parti. Son patron, le prÃ©sident du CNDD-FDD Pascal Nyabenda, a dit Ã IRIN : Â« Le parti au pouvoir ne souhaite pas aller seul aux Ã©lections. Nous voulons quâ€™il y ait dâ€™autres partis politiques en compÃ©titionâ€¦ monde a] les mÃªmes droits, mais pas la mÃªme force. Mon parti est partout, alors quâ€™on ne peut pas en dire autant de lâ€™ADC-Ikibiri. Â» Des projets de loi contraignants M. Nininahazwe, le leader de la sociÃ©tÃ© civile, a dit quâ€™il Ã©tait Ã©g inquiet au sujet des projets de loi qui Â« limiteraient les libertÃ©s fondamentales Â». Ces projets de loi restreignent la libertÃ© de la presse, autoriseraient les responsables locaux Ã interdire ou Ã interrompre une rÃ©union lorsquâ€™ils estiment que lâ€™ public est menacÃ© et rendraient la crÃ©ation dâ€™une organisation conditionnelle Ã lâ€™obtention de lâ€™autorisation des gouvernement. Le chef de lâ€™opposition, M. Ngendakumana, a exprimÃ© ses inquiÃ©tudes face aux propositions de donner au ministre de lâ€™IntÃ©rieur le contrÃ´le des partis politiques : Â« Ils veulent crÃ©er un Ã‰tat Ã parti unique et entretenir une certaine confusion entre le parti [au pouvoir] et lâ€™Ã‰tat. Â» Les partis dâ€™opposition ne sont pas reprÃ©sentÃ©s au Parle parce quâ€™ils ont boycottÃ© les Ã©lections lÃ©gislatives de 2010. Et maintenant ? Dans son plus rÃ©cent rapport sur le Buru lâ€™International Crisis Group (ICG) a indiquÃ© que ces Ã©lÃ©ments menaÃ§aient le processus de retour Ã la stabilitÃ© post â€“ rÃ©gi par les accords de paix et de partage du pouvoir signÃ©s Ã Arusha, en Tanzanie, en 2000 â€“ et Â« compromettaient sÃ©rieusement les prÃ©paratifs pour les Ã©lections de 2015 Â». Selon le rapport, les Ã©tapes pour remettre en route le processus exigent notamment de renoncer Ã la violence politique ; dâ€™instaurer un dialogue inclusif entre le gouvernement et lâ€™opposition ; de mettre en place les conditions permettant le retour sÃ©curitaire des leaders de lâ€™opposition en exil ; d renforcer le pluralisme politique ; de rÃ©examiner le projet de loi sur la libertÃ© politique et des mÃ©dias ; et dâ€™Ã©laborer, p consensus, une feuille de route pour la prÃ©paration des Ã©lections en sâ€™assurant que tous les acteurs politiques soient reprÃ©sentÃ©s par la commission Ã©lectorale. [FIN] [Cet article vous est parvenu via IRIN, un dÃ©partement d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflÃ¨te pas nÃ©cessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]